

"Ce métier nous bousille" : le burn out généralisé des enseignants

Manque de considération, sentiment de solitude... Nombreux sont les professeurs à subir leurs conditions de travail. De quoi éteindre, souvent, l'envie d'enseigner.



73% des enseignants en primaire se disent insatisfaits de leur situation professionnelle, selon un sondage SNUipp-FSU.

[afp.com/JEFF PACHOUD](https://www.afp.com/JEFF-PACHOUD)

Leslie Larcher

Publié le 24/05/2022 à 07:00, mis à jour à 14:21

Quand elle était enfant et qu'on lui demandait quel métier elle voudrait exercer plus tard, Léna Gomez répondait "professeure". Ses parents, sa tante ou son parrain, tous enseignants, rétorquaient aussitôt : "Ne fais jamais ça". Découragée par les difficultés qu'implique le métier, la jeune femme de 23 ans a suivi ce conseil, optant finalement pour le journalisme. "On ne le souhaite pas à nos enfants", admet Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, dans un rire gêné.

La baisse chronique des candidats aux concours de recrutement est l'un des symptômes de ce désamour : pour 1035 postes à pourvoir cette année en mathématiques, 816 personnes ont été admissibles sur les 1023 candidats présents aux épreuves du Capes externe, selon les chiffres transmis à L'Express par l'Education nationale. Soit le plus bas niveau [depuis 2008](#), qui s'explique en partie par la réforme du Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) : depuis 2022, les étudiants ne passent plus le concours en fin de Master 1, mais en Master 2, ce qui impacte les statistiques. Les syndicats y voient également une preuve de plus du manque d'attractivité du métier : "Il y a un vrai enjeu. Si on ne recrute pas massivement, le service public perdra très vite en qualité", prévient Guislaine David, tandis qu'en 2020, le taux de postes pourvus en mathématiques était de 89%, et en 2021, de 92%.

Des étudiants qui explosent en vol

C'est d'abord sur les bancs de l'université que la désaffection s'amorce. "Le niveau d'études exigé et les côtés négatifs m'ont donné une claque", admet Chloé Thuilier, actuellement en M1 MEEF. "Clairement, j'abandonne l'année prochaine", lâche-t-elle dans un souffle. Elle ne connaîtra donc pas le statut d'enseignant-stagiaire, qui s'obtient l'année suivant le concours et qui consiste, chaque semaine, à suivre trois jours de cours et à enseigner pendant deux, dès la rentrée des classes. A noter qu'en début de carrière, une heure de cours peut prendre jusqu'à deux heures de préparation. Plutôt qu'une plongée dans le grand bain, certains étudiants, à l'instar de Célia Monin, 23 ans, se sentent ainsi davantage jetés dans la fosse aux lions. "Au bout de deux semaines, je me levais et je pleurais", raconte-t-elle quelques mois après sa démission. Elle regrette le décalage entre la formation, très théorique, et son expérience de gestion de classe, elle qui n'avait assuré qu'une seule heure de cours lors d'un stage, qui plus est avec la professeure habituelle dans la salle : "J'aurais dû faire une formation de manager en école de commerce, peut-être que ça m'aurait plus aidé", dit-elle ironiquement.

Dans ces conditions, l'entrée dans le métier s'apparente à une mise à l'épreuve, vécue dans la solitude. "C'est comme si la SNCF embauchait des conducteurs de train et qu'on leur demandait de conduire dès le premier jour, avant d'apprendre leur métier", illustre Stéphane Crochet, secrétaire général SE UNSA. Pour répondre à cette problématique, le gouvernement a souhaité "professionnaliser" certaines filières : en 2022, le contenu des cours de master MEEF a été remanié et les étudiants, en nombre limité, peuvent être embauchés en tant que contractuels pour assurer des remplacements. Mais, comme le souligne Guislaine David, "un tiers temps est lourd quand en M2 on doit préparer un mémoire et passer le concours en même temps. Certains abandonnent parce qu'ils ne peuvent pas faire face".

Ceux qui choisissent de continuer sont ensuite titularisés et peuvent commencer à enseigner. Pour beaucoup, direction la région parisienne : Créteil, Versailles ou Paris. La part des enseignants en début de carrière y est la plus élevée, [atteignant 28%](#). Pour se prémunir d'une mutation lointaine, le pacs est une solution souvent avancée : "Avant même que je sois titulaire, mes collègues commençaient à me dire 'allez, pacse-toi, même avec un ami, sinon tu vas partir, c'est sûr', se souvient Jeanne Louys, jeune professeure d'anglais. Je ne l'ai pas fait, et j'ai été mutée à Créteil". Pour espérer retourner dans l'Académie de Nancy-Metz à la rentrée prochaine, elle s'est donc pacisée avec son compagnon pour obtenir plus de points grâce au "rapprochement de conjoint".

"Donner sa vie à l'Education nationale"

Le système d'affectation est en effet basé sur les vœux émis, attribués selon un barème de points, qui s'appuie notamment sur la situation familiale ou l'ancienneté. Ensuite, un algorithme compare le tout et attribue un établissement à chacun. "Vous n'êtes pas une personne, vous êtes un nombre de points. On a l'impression de donner notre vie à l'Education nationale, et en échange, ce métier nous bousille", se désole Gaëlle Janot-Siebert, 38 ans, ancienne professeure des écoles reconvertie en traiteur écologique. "Au bout de treize ans d'enseignement, je n'arrivais toujours pas à revenir près de Nancy", explique celle qui avait été envoyée après le Capes à 1h30 de là où elle souhaitait vivre. "C'est scandaleux qu'avec un certain nombre d'ancienneté on ne puisse pas avoir un minimum de prétention géographique et financière", regrette-t-elle : "Je touchais toujours 2.000 euros net après treize ans de métier". Selon le classement 2021 établi par l'[Organisation de coopération et de développement économiques](#), le salaire des enseignants en début de carrière, [établi en France à 1.451 euros net par mois](#), est inférieur de 7% à la moyenne des pays de l'OCDE. Pour répondre à

cette problématique, le gouvernement, outre les primes qui s'inscrivent dans le Grenelle de l'Education, a promis, au printemps, une revalorisation de 10% à compter de 2023.

Car dans le même temps, la charge de travail des enseignants augmente. Il y a deux ans, le professeur de mathématiques Benjamin Thary, du syndicat SPELC, a listé pour le compte du gouvernement 100 à 120 missions qui leur incombent. En classe, l'enseignant peut tout à la fois remplir les dossiers de suivi ou amener cet enfant autiste aux toilettes, car il ne bénéficie pas, comme il le devrait, d'Accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH). Il gère aussi les parents, qui, à 22 heures, appellent pour se renseigner sur les devoirs, ou ceux qui refusent de payer pour le petit-déjeuner. "Le rapport aux parents et à la hiérarchie s'est dégradé", déplore Gaëlle Janot-Siebert. "Chaque année, surtout en juin, je me disais : 'mais qu'est-ce qu'il va m'arriver cette année ?'", se remémore-t-elle, encore marquée par ce père qui a un jour failli la frapper.

Un dialogue rompu avec l'institution

A la maison, en plus des corrections et de la préparation des cours en autonomie, il faut se tenir informé des dernières réformes du ministère. Stéphane Crochet, du SE UNSA, se désole de cette "pression institutionnelle" : "On passe plus de temps à comprendre la dernière mesure qu'à s'occuper de nos élèves. Et encore, quand on est prévenu... Pendant la crise sanitaire, il n'était pas rare d'apprendre les nouvelles par le biais des chaînes d'information", explique-t-il. Un manque de considération et de moyens de la part de l'Éducation nationale que toutes les personnes interrogées dénoncent. 73% des enseignants en primaire se disent même insatisfaits de leur situation professionnelle, [selon un sondage SNUipp-FSU](#).

Ambiance morose, donc, en salle des professeurs. La fatigue et la lassitude finissent par en pousser certains à la démission, souvent à contre-cœur face à l'impossibilité d'exercer leur métier comme ils le voudraient. En 2021, ils étaient 2 300 à définitivement quitter l'Education nationale, contre 364 en 2008, selon le dernier bilan social du ministère, qui fait état d'une "hausse d'environ 200 démissionnaires chaque année". Un chiffre qui comprend les ruptures conventionnelles, autorisées depuis 2020, ainsi que les démissions, que le gouvernement peut toutefois refuser s'il juge qu'il y a une "nécessité de service". Pour compenser ces départs, l'Education nationale fait donc appel à des contractuels, des non-titulaires, avec un bac+2 minimum. Le gouvernement assure qu'en mathématiques, leur nombre est cette année en baisse, mais "le risque d'un recrutement massif de contractuels reste présent", prévient la syndicaliste Guislaine David : "C'est une source de grande précarisation".

"Nos enfants en pâtissent"

"Nous sommes sur un siège éjectable, corvéables à merci. Je me suis sentie totalement inexistante, comme un pion juste bon à boucher les trous", confie Daphné Derkaoui, 37 ans. Après cinq ans en tant que professeure de français contractuelle, elle a décidé de se reconvertir dans les ressources humaines pour plus de sécurité : "Les vacances scolaires n'étaient pas payées, la paie arrivait en retard pour au final avoir un peu plus du Smic, je n'étais pas rappelée d'une année sur l'autre... Il n'y avait aucune transparence. On se donne à fond pour la République et on n'a rien", se plaint-elle. Même constat pour Félix Richart, 28 ans, contractuel pendant trois ans avant d'obtenir le Capes en 2021, puis démissionner : "Il n'y a qu'un seul employeur, l'Etat, et c'est le pire employeur de France", affirme-t-il. Après des études d'ingénieur, il avait envoyé son CV à l'Académie de Toulouse pour être professeur de maths. Deux jours plus tard, un appel et cette question 'Pouvez-vous commencer demain avec des sixièmes et des quatrièmes ?'. "Je n'avais aucune formation, je n'avais jamais donné de cours de ma vie, donc j'ai dit 'peut-être lundi plutôt ?'". Sept mois après le début de sa carrière de contractuel, il avait finalement suivi un seul jour de formation.

"Nos enfants en pâtissent", se désole Gaëlle Janot-Siebert, qui voyait par exemple la professeure contractuelle de sa fille donner des exercices niveau CM2 à des CE2. "Je ne fustige pas les contractuels, mais lorsque vous voyez ça, vous vous dites 'quelle est notre valeur ajoutée ?'", s'enquiert-elle. De quoi accentuer le ras-le-bol de la profession et le cercle vicieux des postes à pourvoir. Conséquences directes : la dégradation de l'enseignement et la possibilité, pour Guislaine David, que "les familles fassent le choix de l'école privée ou hors contrat", avec, à terme, "le développement d'une école à deux vitesses". Et ce, alors que l'[enquête Pisa](#) notait déjà, en 2018, un écart de résultats de 107 points entre les élèves issus d'un milieu favorisé et ceux issus d'un milieu défavorisé, contre une moyenne de 88 points dans les pays de l'OCDE.